



Coordination Nationale des Collectifs Unitaires
Pour une alternative au libéralisme

Lette 2 d'Information Spéciale CNCU pour le 28 Mars 2009

Après et maintenant

Projet de texte pour préparer un rapport à discuter le 24 mars.

Plusieurs questions doivent être traitées. Certes, chacune demande des réponses précises et à affiner. Mais il nous faut de faire apparaître les liens : parce que la mise en perspective elle-même reste décisive, quelle que soit la conclusion qui se sera imposée au sujet de la division ou de l'unité pour les listes aux européennes. Il s'agit de restituer des éléments pour la discussion, pas d'un texte pour une large diffusion. Ce texte suppose connu, par ailleurs, le document que Gilles Alfonsi a rédigé pour faire le point sur les questions des listes unitaires et les diverses organisations/et courants .

Cette réunion, la première après celle du 7 février, ne pouvait être qu'une étape, au cours de laquelle nous devons nous rappeler d'où nous partons, préciser ce que nous voulons faire et nous fixer un calendrier.

Rappelons-nous. Nous avons lancé la création de la Fédération en décembre puis avec le meeting de février, et celle-ci est en cours de constitution. Des comités locaux sont en cours de création, des premières initiatives commencent à être prises dans les départements mais il faudra du temps pour réunir, organiser, débattre, structurer localement. Nous avons lancé un processus constitutif et nous souhaitons agréger dans ce processus des forces et des individus, plutôt que construire entre nous une stratégie et un projet politiques à présenter en suite à l'extérieur.

Nous (mais pas également toutes les composantes) avons considéré que nous ne pouvions pas ignorer la tenue des élections européennes et que l'intervention que nous pouvions et devons porter, à partir du moment où les contenus d'une campagne pour une autre Europe existent, concernait l'unité de la gauche de transformation, pour contester le libéralisme ainsi que l'hégémonie du social-libéralisme à gauche. Depuis décembre, notre intervention est allée dans ce sens : le dialogue et l'interpellation du PC, du NPA et du PG, avec l'objectif affirmé de l'unité la plus large.

D'où un rapport en plusieurs chapitres :

Au sujet des européennes. Nous avons bien fait de ne pas fixer une date de « prise de décision » trop tôt ! Et peut être faut-il trouver une formule adaptée au-delà du 29

mars, tout en étant présents dans les mobilisations sociales en portant des éléments pour une alternative.

Toutefois, il nous faut agir d'autant plus en toute clarté, au sujet de ces élections, au sujet des réponses à la crise au autour du débat d'options stratégiques et politiques dont discute la Fédération.

Au sujet de notre stratégie et de nos propositions. Nous visons une démarche de mobilisation portée par un dépassement des limites traditionnelles entre mouvements sociaux et représentation politique. Cela demande que nous lancions cette discussion avec d'autant plus de précision et d'urgence que la situation sociale est porteuse d'une crise politique et institutionnelle. Celle-ci, abordée avec le décalage actuel entre le « social » et le « politique » pourrait remettre en selle une « alternance socialiste » très centriste, ou aussi bien une reprise en main de la droite avec des mesures de division accrue (contre le trop d'étrangers, le trop de coût de la Fonction publique, des retraités, des dépenses de santé, le trop de collectivités, de services publics et d'élus, etc...). De grandes luttes sociales se finissant après un moment de « crise politique » par une défaite politique ce n'est pas impossible ! Et cela casserait, au moins provisoirement, les capacités de luttes de résistance !

Nous devons faire d'une véritable alternative sociale et écologiste un élément décisif de notre activité. Cette discussion ne peut pas être négligée car il est indispensable de faire des propositions devant les licenciements, et tous les enjeux sociaux liés à la gestion gouvernementale et patronale de la crise. Et ces propositions profilent les mois d'activité à venir.

On ne peut pas dire que la constitution de la Fédération se fasse au cours d'un long fleuve tranquille !

C'est aussi pourquoi il faut savoir inclure la poursuite de ce qui reste à faire au sujet des européennes dans une réflexion au sujet de nos autres activités, dont les discussions publiques et la visibilité à acquérir : voir ci-après le court chapitre sur le calendrier et l'université d'été de fin août

Pour des listes unitaires pour les européennes...

Des listes unitaires aux européennes étaient possibles

Nous avons essayé de faire bouger les uns et les autres à partir d'une réalité contradictoire - des discours unitaires mais des actes de construction séparés. Le résultat à ce jour est évidemment partiel :

- d'un côté, il faut reconnaître que nous ne sommes pas parvenus à infléchir les lignes des partis, qui comme en 2006-2007 ont fait le choix de se compter, l'un pour valoriser le lancement d'une nouvelle organisation, en lui faisant bénéficier de la côté de son leader, l'autre estimant qu'un cartel de partis permettrait peut-être un résultat convenable mais surtout éviterait de mettre le doigt dans une dynamique que le PC craindrait de ne pas maîtriser ;

- de l'autre, nous avons réussi à ce que la question de l'unité soit posée dans l'ensemble des composantes potentielles d'un rassemblement pour une gauche de transformation : à travers la question de la présence ou non de "la Fédération", ce n'est pas la présence d'une boutique qui est posée mais celle de dépasser les conceptions anciennes des dynamiques politiques, de mettre la question du rapport entre mouvement social et politique institutionnelle au cœur d'une campagne et d'une construction. Ces éléments auraient été absents si nous n'avions pas été à l'initiative.

Si cela ne se réalise pas, pourquoi ?

Notre communiqué, reproduit en résumé dans le tract du 19 mars, dit l'essentiel :

(extrait) *Pour refuser la division, nous demandons qu'une rencontre ait lieu entre tous les courants de la gauche de transformation sociale.*

Il n'y a pas de divergence au sujet de ce qui doit être défendu dans ces élections. Celles et ceux qui se sont opposés au Traité libéral de 2005 et au Traité de Lisbonne veulent une voix forte pour l'Europe démocratique, sociale, écologiste, féministe, force opposée à la guerre et à la xénophobie

Il n'y a pas de divergence sur la nécessité, qui restera pour les prochaines élections (régionales, législatives, etc.), de faire bloc contre la droite lors des seconds tours en affirmant ainsi une résistance commune de toute la gauche.

Et il est aussi de la responsabilité de la gauche de gauche de constituer une force de premier rang, qui amène à rejeter les « solutions » social-libérales, à changer la gauche.

Nous soutenons la construction d'un front le plus large possible dans les luttes, face à la crise économique et à la crise écologique, avec leurs conséquences sociales terribles, face à l'implacable volonté de détruire les solidarités et d'attenter aux fondements mêmes des sociétés, en France, en Europe et dans le monde.

Trois éléments d'analyse méritent qu'on les précise, car selon les lieux la façon d'insister sur un argument ou un autre peut avoir des effets ravageurs.

1 - Le refus par la direction du PCF de tout contact avec la Fédération parce qu'on y trouve des communistes unitaires... C'est un argument d'autorité qui n'a rien à voir avec les vraies raisons. Que la direction du PCF dise pourquoi elle n'accepte pas, publiquement, de dire que le « Front de gauche » aura un prolongement, autant que possible pour les prochaines élections (régionales notamment) qui seront à deux tours. Ils veulent faire dès le premier tour faire des listes communes avec les socialistes ? Pourtant, la loi électorale permet de faire des regroupements entre les deux tours, comme il a été fait en Ile-de-France en 2004.

.Plus au fond le PCF refuse, en contradiction avec son discours officiel sur le front large, une logique qui ne se limite pas à un cartel et une démarche électorale classiques qui ne remet pas en cause sa stratégie de maintien en tant que parti tel qu'il est.

2 - Le refus du NPA de poser clairement cette question en faisant comme s'il voulait dire « aucune alliance avec le PS » : leur position réelle est d'accepter une alliance de fait avec le PS en regroupant, comme le souhaitent la plupart des électeurs du NPA lui même, les voix de gauche face à la droite aux deuxièmes tours des élections. La vraie question qui les tracasse est de refuser des responsabilités La vraie question qui les tracasse est de refuser des responsabilités de gestion dans les exécutifs locaux et territoriaux. Reconnaissons que cela est une toute autre question. Lier les deux comme le font à l'envi des déclarations glissantes de Besancenot vise à stigmatiser le PCF comme soumis au PS, au lieu de débattre sur le fond et avec précision. Des européennes, mais aussi des autres échéances.

3 - Le comportement du PG ne peut être compris sans bien voir comment ils se sont lancés, fin novembre, avec une dépendance trop forte avec la direction du PCF. Pourquoi ne pas avoir lancé une adresse de discussion sérieuse à toutes les forces ? Pourquoi avoir privilégié le PCF et une démarche étroitement inscrite dans

les institutions ? Sans doute ont-ils fait le pari que le PS se viderait plus sur sa gauche après une victoire de la ligne « alliance au centre » derrière Ségolène Royal. Erreur de pronostic, qui rend le PS réel et actuel pour le moins aussi intéressant pour la direction du PCF qu'un reclassement de nombreux socialistes autour du PG, qui n'aura pas lieu.

Donc le PG ne peut dire clairement ses points d'accord avec nous : une conception stratégique du « Front » durable comme coordination permanente d'un ensemble de forces alternatives au système et indépendante de la direction du PS. D'où, sans doute aussi, la volonté de faire une campagne à partir du seul matériel central : des tractations entre spécialistes des discours politiques établira ce qui peut être écrit « pour une autre Europe », sans trop faire de peine au PS ? Bref, tout cela finit dans une mêlasse politique.

La dure vérité est que la question du style du Front, de sa réalité politique, de ses enjeux européens comme nationaux sont bloqués par des décisions des directions nationales, du NPA, du PCF, du PG (par ordre alphabétique). Auprès de celles et ceux qui souhaitent l'unité, localement, nos engagements n'ont aucune raison de les confondre, évidemment, avec les directions nationales ; mais nous n'avons non plus aucune raison de cacher les conditions pour que l'unité, qui est tout à fait possible, se réalise.

Ajoutons que, la Fédération n'était pas assez construite pour peser ensemble dans la situation. Nous avons eu des rencontres séparées sans faire entendre assez fortement nos éléments de proposition communs.

Nous avons donc la responsabilité poursuivre notre activité et de relancer les enjeux autrement.

Une des deux options, au sujet de notre activité, est de dire immédiatement : c'est impossible et voici pourquoi.

Dans ce cas, il faut développer l'analyse aussi sur les questions d'ordre stratégiques concernant et le NPA et le PCF, et le PG. Ces éléments d'analyse peuvent parfaitement s'exprimer et cohabiter avec un rappel que le souhait de regrouper les listes est tout à fait compréhensible, légitime, Que les uns insistent plus sur « rappel jusqu'à la dernière minute » et d'autres sur « voilà pourquoi vous l'avez rendu impossible » n'est pas un facteur de division entre nous. Après tout, des militant-e-s peuvent agir dans un cadre tout en regrettant que l'unité ne se soit pas créée. Il faut toutefois qu'un élément soit nettement public : la responsabilité des divisions n'est pas unilatérale et cela conduit la Fédération à ne pas s'engager. Cette critique peut fort bien être faite en ponctuant chaque moment et évènement du rappel de la responsabilité de celles et ceux qui ont divisé et, à contrario, de l'impact précis qu'aurait eu un rassemblement politique fort de la gauche de gauche.

Un autre point de vue : il nous semble indispensable de continuer le combat pour une liste jusqu'à la fin c'est à dire au dépôt officiel des listes en mai. Il est bien représenté par le texte du Calvados mais aussi par les positions des collectifs du grand Est et d'autres, dont Marseille, Pau, etc.

D'où le maintien de la part de la Fédération de demandes de rencontres avec le Front, avec le PG, après celles qui ont déjà eu lieu. D'où le communiqué ci-joint et des efforts pour pousser le débat public en ce sens.

Nous pourrions reprendre ici, rappeler de multiples critiques : fausses informations, refus de rencontres, tentatives de débauchages individuels... Ces appareils politiques doivent vraiment être remplacés par d'autres pratiques politiques ! Discutons de ce qui ouvre des perspectives en refusant les faux bruits qui sont autant de vrais prétextes pour faire passer la division. Par exemple, pour ceux et celles qui suivent au jour le jour, les garanties ont été données, il y a bientôt deux mois, de ne pas porter atteinte à la direction du PCF et de ne pas mélanger les propositions de la Fédération pour les élections et les débats internes (avec leurs opposants participants à la Fédération). Tout cela est autant de faux semblants.

Nous devons donc, et je suis bien d'accord avec ceux et celles qui le disent, multiplier les efforts et rester en contact avec tous les militant-e-s refusant la situation. Même et surtout si celle-ci risque de s'installer.

Mais n'allons pas croire un seul instant que l'unité réelle est possible par une activité localement, sur un segment partiel, - en fait le Front de gauche contre le NPA ou l'inverse- : assez vite cette opération apparaîtrait une supercherie, une hypocrisie et une source de division accrue, voire aussi de démoralisation. .

D'où notre proposition d'une réunion de toutes les composantes de la « gauche de transformation sociale », pour reprendre provisoirement cette expression qui n'est pas très bonne.

Une exception régionale... Il faut, comme eux-mêmes le suggèrent, prendre ainsi la position des camarades d'ADS (87) comme

ADS a été contacté par le PCF début mars pour être présent sur la liste du Front de Gauche aux prochaines élections européennes du 7 juin. (...)

Chacun sait que nous nous étions prononcés avec la Fédération pour une Alternative sociale et écologique pour une liste unitaire regroupant toutes les forces opposées au Traité de Lisbonne, c'est-à-dire le NPA, le PCF, le Parti de Gauche, la Fédération avec ses différentes composantes et des écologistes.

Malheureusement, cette proposition n'a pas prévalu.

Le collectif d'ADS s'est donc réuni pour étudier la question d'une éventuelle participation à la liste du Front de Gauche, qui regroupe au plan national le PCF, le Parti de Gauche (formation de Jean-Luc Mélenchon), Gauche Avenir (formation de Christian Piquet issue de la LCR et du NPA), des personnalités ; des discussions étant en cours avec le MRC de Jean-Pierre Chevènement.

Rappelons que l'ambition d'ADS, depuis sa création il y a 20 ans, a toujours été l'union pour une véritable alternative, «pour faire du neuf à gauche». C'est d'ailleurs ce qui explique notre implication par le passé dans la Convention pour une Alternative Progressiste (CAP) puis au Forum de la Gauche Citoyenne, et à la fin 2008 dans la Fédération pour une Alternative sociale et écologique.

Devant la situation, le collectif d'ADS a demandé qu'un de ses membres intègre la liste du Front de Gauche, mais à l'une des trois premières places, ce qui permettait d'assurer la présence aux trois premières places d'un représentant de chaque région. Il nous a finalement été proposé que la seconde place soit réservée à un candidat ADS pour représenter la région Limousin, la troisième place étant dévolue au Parti de Gauche.

Nous avons accepté cette proposition et le choix d'ADS s'est porté sur Patrick Charles, adjoint au maire de Limoges.

Partisans d'une force politique nouvelle à gauche qui puisse éviter la bipolarisation totale de la vie politique et proposer des solutions alternatives anticapitalistes durables, nous sommes aussi conscients que le débat et l'action politiques ne souffrent dans le contexte actuel ni l'absence ni le silence. C'est ce qui a finalement guidé notre choix pour ces élections européennes.

Nous invitons tous les adhérents d'ADS à faire part de leur opinion (...)

Questions de stratégie pour la Fédération

Il nous faut discuter de l'ensemble de l'activité politique dans les mêmes semaines et mois que cette élection européenne. De ce fait, bien comprendre l'affirmation d'une

continuité entre ce qui est de l'ordre de l'action et les enjeux électoraux. Il s'agit donc de dégager ou de repreciser une nouvelle cohérence de nos options. .

Tant les éléments de réponse à la crise que des questions de stratégie pour constituer un véritable front des forces qui veulent une alternative au système doivent être abordées.

Cela fait donc partie de l'ordre du jour du 29 et il serait bien qu'à l'issue de cette réunion un texte pour la presse soit préparé et diffusé. De même qu'il sera indispensable de fixer un travail d'élaboration et de discussion autour de propositions actualisées pour dépasser le capitalisme en répondant aux souffrances dues à la crise

Quelles autres activités durant les trois mois à venir.

La Fédération est en gestation. Son développement nécessite, comme nous l'avons envisagé dès le départ, un vrai travail sur nos conceptions, notre visée, notre objectif de moyen et de long termes, bref sur une stratégie, sur nos manières de transformer le rapport à la politique et de travailler avec des forces et des citoyens qui jusqu'à présent se tiennent éloignés ou sont éloignés de la politique des partis ou de la politique institutionnelle, notre expression publique...

Pour que les personnes qui veulent participer à la Fédération sachent ce que nous avons en vue. Et parce que nous sommes dans une situation où des millions de personnes s'interrogent sur l'avenir. Cette raison serait en soi suffisante pour aborder les discussions avec les diverses forces afin de dire comment nous pensons possible que la société change en dépassant le système capitaliste.

Nous devons commencer à travailler ces éléments fondamentaux d'analyse sur la société, de projet et de propositions, incluant la question électorale sans en faire le cœur de notre démarche. Ce sont là des conditions pour ne pas subir les échéances électorales (régionales notamment), mais pour aborder en permanence les questions des convergences avec les forces sociales et politiques.

Dès maintenant, parallèlement aux élections européennes, la Fédération discute et agit pour qu'une force significative existe, capable de changer le rapport de force face aux solutions sociales libérales, capable de négocier autrement des alliances avec le PS et ses satellites dans une situation de crise sociale et politique qui peut parfaitement se produire dans les mois qui viennent. Car une telle alliance, dans un temps de mobilisations sociales et politiques fortes, serait nécessaire pour opposer une alternative à la droite.

Que le PG ne vienne pas nous appeler à seulement « préparer une révolution par les urnes » et pour cela attendre 2012 ! Que le NPA ne joue pas à proposer « une montée comme en mai 1968 » pour se contenter en même temps de protester sans vouloir regrouper des forces porteuses de solutions communes, anticapitalistes capables ensemble de ne pas subir la domination du PS.

Cette activité accrue est aussi urgente parce que, dans la situation actuelle, nous ne faisons pas comme si « une large poussée » devait aboutir à une victoire contre la droite et le patronat sans difficultés, sans options politiques, sans jeux institutionnels et donc sans un ensemble de questions qui appellent une stratégie au moins un peu plus discutée que ce que faisons. Nous savons qu'il n'y a pas deux gauches dont celle que nous souhaitons, qui pourrait seulement remplacer celle du PS. Que le rapport de forces ne change pas assez et que le PS reste relativement majoritaire à gauche, et il nous faudra bien une alliance sans équivoque contre la droite. La réussite des perspectives de la Fédération et la constitution d'un Front durable pour

une alternative au capitalisme peuvent contribuer à créer des conditions pour négocier autrement des alliances avec le PS et ses satellites.

Une telle situation peut parfaitement se produire. Car une telle alliance, dans un temps de mobilisations sociales et politiques fortes, serait nécessaire pour opposer une alternative à la droite. Que le PG ne vienne pas nous appeler à seulement « préparer une révolution par les urnes » et pour cela attendre 2012 ! Que le NPA ne joue pas à proposer « une montée comme en mai 1968 » pour en même temps se contenter de protester sans vouloir regrouper des forces porteuses de solutions voisines et anticapitalistes capables ensemble de ne pas subir la domination du PS.

Nous devrions donc nous fixer l'objectif de faire s'exprimer des exigences alternatives au système en crise : afin de permettre à la mobilisation de déjouer la tactique du gouvernement qui joue sur des usures et des pourrissements.

Pour des alternatives en termes d'économie d'énergie, de services publics, de biens à produire, de réformes radicales du système (disparition des paradis fiscaux, fiscalité sur les riches, secteur financier public capable d'intervenir...) mais aussi droits nouveaux pour l'intervention des salariés dans les entreprises ; de même qu'une socialisation de richesses afin de pérenniser les garanties de la Protection sociale (santé, retraites, chômage...)

Il nous faut donc ouvrir et organiser cette discussion sur la perspective politique qui peut devenir collectivement la nôtre. Sans doute faudrait-il que les camarades engagés dans le processus de Fédération et participant à des mobilisations posent publiquement au sein de ces mobilisations le caractère politique de celles-ci. Il serait paradoxal que ce qui a été vécu comme une certaine normalité des mouvements en Guadeloupe soit perçu comme une atteinte à l'autonomie de ces mouvements en métropole.

Cela pose une autre question : quels que soient nos efforts, pour l'instant la multiplicité et la diversification des mobilisations ne se traduit que par des convergences syndicales et des appels des appels, aux pétitions de la LDH, en passant par l'université ou les banlieues ou encore par les psy, ces mobilisations se traduisent encore par une multiplication des structures. S'il n'est pas en notre pouvoir de les empêcher, il est en notre pouvoir de leur proposer de nous voir et de tenter de dégager ce que nous pourrions dire ou faire ensemble.

Les éléments d'intervention dans les luttes et les quartiers en réponse à la crise, indispensables pour une intervention politique au quotidien, tracent aussi la façon dont nous devons jouer un rôle pour l'année à venir. Avec, l'année prochaine les régionales qui se dessinent, il nous faut avoir une intervention politique autour d'exigences et de propositions pour ne pas être prisonniers du calendrier des autres, pour faire effectivement de la politique utile, et pour pouvoir nous-mêmes prendre des initiatives proposées aux autres (au lieu de donner l'impression de courir après une unité mythique parce que les autres n'en veulent pas). Avec les débats autour de propositions politiques, changeons aussi les relations entre forces politiques, posons autrement la question des convergences et de l'unité d'action nécessaire. La constitution de collectifs locaux portant des éléments d'alternative à gauche, en prise avec les mouvements sociaux, peut être, avec la proposition de forums nationaux avec toutes les forces sociales et politiques de transformation sociale et écologique, un moyen à mettre en œuvre dans les semaines et les mois à venir.

Calendrier, priorités : quelques propositions

Un budget :

Un projet de budget a été préparé et sera distribué lors de la réunion du 29 afin de faire un pas de plus dans la constitution des moyens indispensables pour l'activité de la Fédération. Après cette première discussion il sera diffusé aux collectifs et comités

Un calendrier

Pour la suite, nous devons nous fixer des échéances qui permette à la fois réactivité et visibilité, en lien avec une réflexion qui construise une culture commune.

Esquissons un peu :

- présence dans les mobilisations locales et régionales
- présence dans les meetings de la campagne européenne, comme le proposent les animateurs de « La division ça suffit » de Marseille, afin de rappeler la nécessité de l'unité d'un Front
- textes de débats mis en circulation assez tôt avant la réunion des 13 et 14 juin
- préparation d'une expression forte avant et à l'occasion du 1er mai
- Les 13-14 juin, une réunion nationale de la Fédération, une semaine après le vote des européennes, rassemblant des personnes (porte paroles, délégués) des divers collectifs et comités locaux/départementaux existants.

Cette réunion, sans doute, devrait lancer l'annonce de l'assemblée générale de décembre, avec la forme d'invitation à construire avec nous adressée à toutes les citoyen-ne-s et toutes les forces sociales et politiques concernées.

- du 27 au 30 août, université d'été à Aubagne (elle doit permettre que des propositions ressortent, que notre stratégie apparaisse et suppose une élaboration dès maintenant) Il ne s'agit pas là de dogmatisme mais d'une étape dans notre façon de soumettre au débat public des éléments de référence qui entrent dans la construction de la fédération.

Université d'été

Le besoin d'avoir un évènement fort à la rentrée, au même moment que les autres forces, a été souligné.

Les dates du 27 au 30 ont l'avantage d'être deux jours ou trois après la fin de celle d'ATTAC, qui se tient à Arles.

Ce moment-là permet à la fois de discuter de quelques thèmes forts, d'inviter des composantes et personnalités utiles à lier à nos discussions. En même temps, si nous l'organisons bien, nous assurons une visibilité à la Fédération pour la rentrée sociale.

Présentation de la possibilité qui s'ouvre à Aubagne, avec une capacité d'accueil dans de bonnes conditions pour 600 personnes.

« Accord de principe pour recevoir l'Université d'été de la Fédération. Celle-ci pourra se dérouler au centre de congrès Agora à Aubagne. C'est le lieu du 1er meeting de José Bové pour la présidentielle et le lieu qui a accueilli en 2000 ou 2001 l'Université d'été du Pcf. Cet équipement a le mérite de permettre des réunions en plénières pour 500 à 600 personnes dans un amphi, de disposer de 6 salles réservées aux ateliers ou commissions (entre 60 et 100 personnes chacune), enfin un hall où les participants peuvent y manger mais aussi visiter des stands et pourquoi pas y danser...

Est posée la question financière de sa location (...) C'est une question à travailler.

S'agissant des repas, on doit pouvoir mobiliser la cuisine centrale de la ville et obtenir des reps à bon prix.

S'agissant des hébergements, au-delà des hébergements de fortune chez des copains divers et variés, le participant devra coucher à l'hôtel. Différentes possibilités existent entre formule 1 et 3 étoiles. Pour le 3 étoiles, nous avons d'ores et déjà une proposition autour de 60 euros la nuit. Notre service tourisme sera à la disposition des participants pour les réservations voire les inscriptions, etc »...

Il est souhaitable que la Fédération prenne en compte l'expérience des Alternatifs compte tenu de leur tradition des universités d'été.

Certes, elle tombe aux mêmes dates que celle du NPA, par exemple ; mais cela est inévitable en cette période de l'année. Et, cela ne nous empêche pas des invitations et des échanges, des débats, si tel est le souhait de part et d'autre,

Une fois cette décision confirmée le 29 mars, nous passons à la phase active et publique de préparation.

Un travail sera poursuivi sur les aspects financiers.

Une commission doit être mise en place et faire des propositions et des invitations.